«Entreprise “France” ou “patrie des droits de l’homme”», un choix de société ?

07/10/2010 à 19h26

Nicolas Delhopital, philosophe à l’Université catholique de Louvain (Belgique) réagit aux expulsions de Roms par le gouvernement français qui obéissent, selon lui, à une «*logique libérale*» et sont un appel à destination de «*l’électorat frontiste, composé de jeunes faiblement qualifiés, d’ouvriers et de chômeurs*».

“Les Roms à l’échelle nationale endureraient donc le sort des ouvriers Molex, sous les yeux d’une opinion peu mobilisée, car intégrant peu à peu la légitimé de tels “plans sociaux”, même massif ”

Dans une tribune du 12 septembre, Fidel Castro réagissait aux expulsions de Roms en se demandant si le président Sarkozy n’était pas devenu fou. On peut effectivement se demander si une telle politique est bien raisonnable ; on ne peut néanmoins nier sa rationalité, du moins sa logique de canalisation des voix frontistes vers l’UMP, qui croit, ce faisant, tirer les leçons du 21 avril 2002.

Une interprétation évidente consiste à rapprocher cette mesure de la xénophobie séculaire contre les Roms – ce que fit Fidel Castro qui parla d’une «espèce d’holocauste racial», tandis que la commissaire européenne Viviane Reding n’en fut pas loin. Ces condamnations vigoureuses heurtèrent tant ceux qui habituellement craignent la banalisation de la Shoah (le génocide rom a pourtant existé) que ceux qui croient l’intégrité des personnes sauve (mais que la venue de l’hiver

pourrait rapidement démentir).

Suite sur Le Monde